

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 27 (2026)

Faits saillants

- ❖ Thaïlande : 12 chapitres sur 24 finalisés dans le cadre des négociations de l'ALE Thaïlande - UE
- ❖ Malaisie : 15^e rang dans le classement mondial de la compétitivité 2026 (IMD), soit un bond de 8 place par rapport à l'an passé
- ❖ ASEAN : les crédits carbone du secteur aérien pourraient générer jusqu'à 8,5 Md USD d'ici 2035 grâce au mécanisme CORSIA.

LE CHIFFRE À RETENIR

4 850 USD

Le revenu national brut par habitant aux Philippines en 2025, qui permet au pays d'être reclassé « Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure » par la Banque Mondiale.

Région

Un potentiel de 8,5 Md USD sur le marché des crédits carbone aériens

Selon un rapport de Boeing, GenZero et Abatable, les pays de l'ASEAN pourraient générer entre 1,6 Md USD et 8,5 Md USD d'ici 2035 grâce aux crédits carbone éligibles au mécanisme CORSIA de l'aviation internationale. La région ne représente actuellement que 7,1 % de l'offre mondiale de crédits éligibles, avec 2,6 millions d'unités émises. 54 projets, principalement au Vietnam, en Thaïlande et en Birmanie, restent toutefois bloqués dans l'attente des autorisations gouvernementales. Le rapport souligne que l'accélération de ces autorisations est essentielle pour répondre à la demande croissante des compagnies aériennes, alors que le déploiement des carburants d'aviation durables demeure insuffisant.

Godzilla pourrait accentuer l'inflation alimentaire régionale

Selon plusieurs analyses citées par *The Business Times*, un épisode El Niño particulièrement intense (« Godzilla ») attendu entre fin 2026 et début 2027 pourrait fortement perturber la production agricole en ASEAN. Les récoltes de riz, d'huile de palme, de café et de canne à sucre seraient les plus exposées, en particulier en Indonésie, en Malaisie, en Thaïlande et au Vietnam. Cette situation intervient alors que les agriculteurs subissent déjà la hausse des coûts de l'énergie et des engrais liée aux perturbations des échanges via le détroit d'Ormuz. D'après Goldman Sachs, la combinaison de ces facteurs pourrait accroître l'inflation alimentaire régionale de +1,0 point après six mois, puis de +2,1 points après un an. Les économistes estiment que les pays les plus dépendants des importations alimentaires, tels que l'Indonésie, les Philippines et la Thaïlande, seraient les plus vulnérables, renforçant les risques pour la croissance économique et la sécurité alimentaire de la région.

Hong Kong : Création d'une chambre de commerce dédiée aux relations entre la Grande Baie et l'ASEAN

Une nouvelle chambre de commerce de l'ASEAN a été lancée à Hong Kong à l'occasion du sommet GBA-ASEAN 2026, avec pour objectif de renforcer les échanges entre la région de la Grande Baie (Greater Bay Area) et les 11 États membres de l'ASEAN. Lors du lancement, John Lee Ka-chiu, chef de l'exécutif de Hong Kong, a souligné que cette initiative contribuerait à approfondir les relations commerciales et les échanges entre les deux régions. Son président fondateur, Daniel Fung Wah-kin, a indiqué que la nouvelle organisation entend faire de Hong Kong un « connecteur naturel » entre la Grande Baie et l'ASEAN. Si les analystes anticipent un impact économique progressif, ils estiment que cette structure pourrait faciliter les relations d'affaires et les investissements dans un contexte d'intégration économique croissante entre la Chine méridionale et l'Asie du Sud-Est.

Indonésie

L'Indonésie enregistre son premier déficit commercial en six ans

Avec un déficit de 1,6 Md USD, l'Indonésie a enregistré en mai 2026 son premier déficit commercial mensuel depuis avril 2020, mettant fin à six années d'excédents. Cette dégradation résulte de la forte progression des importations (24,8 Md USD en mai, +22,2 % en g.a.), conjuguée au recul des exportations (23,2 Md USD, -5,7 % en g.a.). Selon BPS, l'institut national de statistique, cette évolution s'explique d'abord par la hausse des importations d'hydrocarbures (4,5 Md USD en mai, +70,8 % en g.a.), sous l'effet de la hausse des cours mondiaux

de l'énergie. Les importations hors hydrocarbures ont également progressé (20,3 Md USD, +14,9 % en g.a.), portées notamment par les combustibles minéraux, les machines et les équipements industriels. À l'inverse, les exportations ont été pénalisées par le recul des ventes de graisses et huiles animales ou végétales (-14,2 %) et d'acier (-14,7 %). De manière générale, cette dynamique illustre à la fois le renchérissement des coûts logistiques et de l'énergie, les tensions commerciales internationales ainsi que les limites structurelles du modèle exportateur indonésien, largement concentré sur les matières premières et les produits intermédiaires à faible valeur ajoutée.

La réforme de la loi sur le renforcement du secteur financier (P2SK) instaure un régime dérogatoire pour certaines obligations émises par Danantara

La loi n°4/2026 modifiant la loi sur le renforcement du secteur financier (P2SK) instaure un régime spécifique pour les obligations spéciales émises par le fonds souverain Danantara, notamment les *Patriot Bonds* et les *Merah Putih Bonds*, afin de favoriser le rapatriement de capitaux détenus à l'étranger et de diversifier les sources de financement de l'État. En vertu de l'article 50A, les acquisitions de ces titres sur le marché primaire bénéficient d'une protection contre les poursuites civiles, pénales et fiscales, tandis que les données relatives aux transactions ne peuvent être utilisées ni comme base d'imposition, ni comme élément de preuve devant les tribunaux. Le ministre des finances Purbaya Yudhi Sadewa a précisé que cette protection est strictement limitée aux fonds investis dans ces obligations et ne s'étend pas aux autres activités des investisseurs, estimant qu'il ne s'agit pas d'une amnistie fiscale. Cette mesure vise, selon le gouvernement, à inciter les détenteurs de capitaux placés à l'étranger à les réinvestir dans le système financier national. Elle suscite toutefois des interrogations parmi les analystes, qui estiment que ce régime dérogatoire pourrait créer une distorsion sur le marché obligataire et offrir un vecteur potentiel de blanchiment de capitaux, malgré les assurances apportées par les autorités.

Pertamina réduit les prix de plusieurs carburants non subventionnés à la faveur du repli des cours du pétrole

La compagnie pétrolière publique Pertamina a abaissé, depuis le 1er juillet, les prix de plusieurs carburants non subventionnés, après les fortes hausses intervenues au printemps sous l'effet de l'envolée des cours mondiaux du pétrole (cf. brèves semaines 17, 20 et 24). Le prix du Pertamina Turbo (RON 98) recule de 7 %, passant de 20 750 IDR (1,15 USD) à 19 300 IDR (1,07 USD) par litre. Les carburants diesel enregistrent des baisses plus marquées : le Pertamina Dex diminue de 15 %, à 21 150 IDR (1,17 USD) par litre, tandis que le Dextrite recule

de 14 %, à 19 700 IDR (1,09 USD). Le prix du carburant aérien (avtur) destiné aux vols domestiques est également réduit de 14 %, à 19 190 IDR (1,06 USD) par litre. Selon Pertamina, cet ajustement reflète le repli des cours internationaux du pétrole, le Brent évoluant désormais autour de 70,7 USD par baril (soit une baisse de près de 30 % en un mois).

Malaisie

Lancement du plan *Malaysia Digital 2030* pour stimuler le développement de l'IA

Le gouvernement a annoncé le déploiement du plan d'action *Malaysia Digital 2030* (MD2030), piloté par le ministère du Numérique, pour faire passer la Malaisie du statut de consommateur de technologies à celui de créateur de solutions numériques mondiales, notamment via les produits estampillés *Made by Malaysia*. L'innovation locale devrait se concentrer sur des domaines convergents tels que l'IA, l'automatisation, le *cloud*, les appareils connectés, ainsi que le développement de solutions pour les villes intelligentes. L'ambition est de porter la contribution de l'économie numérique à 30 % du PIB, de capter 35 Md USD d'investissements et de créer 500 000 emplois à forte valeur ajoutée d'ici 2030. L'administration souhaite, par ailleurs, économiser plus d'1 Md USD à travers la numérisation des services publics, centralisés sur la plateforme *GovTech Malaysia*. D'autres objectifs sont affichés, notamment de reconverter 700 000 travailleurs et d'attirer 2 000 experts mondiaux en IA pour combler les besoins de l'industrie, de réduire la fracture technologique et de renforcer la confiance des Malaisiens dans les systèmes d'IA.

Ciblage des subventions sur le diesel avec le nouveau programme *Budi Diesel*

Déployé le 1^{er} juillet, le programme de subventions ciblées, *Budi Diesel*, permet à plus de 700 000 propriétaires de véhicules diesel privés (dont 300 000 à Sabah, Sarawak et Labuan) d'acheter jusqu'à 200 litres de carburant par mois au tarif de 0,50 USD/litre (contre un prix de marché actuel de 0,97 USD/litre. Offrant davantage de flexibilité, le dispositif permet aux particuliers possédant des SUV ou pick-ups de demander 100 litres supplémentaires par mois ou de transférer leur droit à un proche. Si cette mesure couvre largement les besoins moyens en carburant, à hauteur de 140 litres par mois selon les statistiques nationales, elle exerce une forte pression sur le budget de l'Etat. Selon le Premier ministre Anwar Ibrahim, la Malaisie pourrait en effet dépenser plus de 19,6 Md USD en subventions publiques en 2026, dépassant l'enveloppe de 13,4 Md USD initialement allouée, ce qui menacerait la trajectoire de discipline fiscale du gouvernement.

Une progression record dans le classement IMD de la compétitivité mondiale, au 2e rang de l'ASEAN derrière Singapour

La Malaisie a gagné huit places dans le classement 2026 de la compétitivité mondiale de l'International Institute for Management Development de Lausanne (IMD), se hissant au 15e rang sur 70 économies, son meilleur résultat depuis la création de l'indice. Cette progression repose sur une amélioration des quatre piliers évalués : performance économique (4e mondiale), efficacité de l'administration (14e, +11 places), efficacité des entreprises (16e, +16 places) et infrastructures (33e, +2 places). Parmi les sous-indicateurs, les performances de l'économie domestique (11e), du commerce international (5e), de l'emploi (7e) et des prix (4e) ont particulièrement contribué à cette progression. L'IMD souligne également les avancées de la Malaisie en matière de gouvernance, d'attractivité des entreprises et de dynamisme économique. Le pays apparaît ici comme la deuxième économie la plus compétitive de l'ASEAN, derrière Singapour qui affiche la première place du classement.

Singapour

Le secteur manufacturier toujours porté par l'IA en juin

Selon l'enquête PMI de Singapour pour le mois de juin, le secteur manufacturier se porte bien. Le PMI manufacturier a progressé à 51,3 en juin, son plus haut niveau depuis 2018, confirmant que la reprise de l'industrie singapourienne demeure portée par le cycle mondial de l'électronique et la demande liée à l'intelligence artificielle. Les entreprises continuent de faire état d'une progression des nouvelles commandes et d'une hausse de la production, tandis que les carnets de commandes restent bien orientés. L'enquête suggère toutefois que les tensions sur l'offre n'ont pas totalement disparu. Si la hausse des coûts des intrants a ralenti avec la détente des prix de l'énergie, les entreprises signalent encore des coûts de transport élevés et des délais de livraison allongés, reflétant des chaînes logistiques qui demeurent perturbées. Les pressions sur les coûts restent néanmoins moins marquées qu'au cours des mois précédents, ce qui réduit le risque d'une nouvelle accélération des prix à la production. Ce contexte reste favorable à la poursuite de la reprise manufacturière, sous réserve d'un maintien de la demande mondiale.

Singapour au 6^e rang mondial en richesse moyenne par adulte, mais au 20^e en richesse médiane

Selon le *Global Wealth Report 2026* de UBS, Singapour se classe au 6^e rang mondial avec un patrimoine moyen de 527 200 USD par adulte en 2025, derrière la Suisse, les Etats-Unis, le Luxembourg, Hong Kong et l'Australie. En revanche le patrimoine médian atteint 96 400 USD,

plaçant la cité-État au 20^e rang. Sur les 5 dernières années, cette disparité a eu tendance à se creuser : ainsi sur 2020-2025 le patrimoine moyen par habitant a augmenté de 20% (ajusté de l'inflation), alors que le patrimoine médian a au contraire reculé de près de 5%, suggérant que les gains de patrimoine ont principalement bénéficié aux ménages les plus aisés. Le nombre de millionnaires en dollars à Singapour a augmenté de 2,2% en 2025 pour atteindre 244 000 personnes. À l'échelle mondiale, le patrimoine des ménages a progressé de +10,8 % en 2025, soit sa plus forte hausse depuis 2017, mais de seulement 1,6% en Asie du Sud-Est. Le rapport souligne que les futurs gains de patrimoine dépendront davantage de l'accès aux actifs financiers et de la diversification des portefeuilles.

La part des ménages gagnant plus de 30 000 SGD par mois a presque doublé en cinq ans

L'enquête *General Household Survey 2025* du Singapore Department of Statistics fait état d'une amélioration générale du niveau de vie des ménages : ainsi 13,4 % des ménages résidents disposaient d'un revenu mensuel de marché d'au moins 30 000 SGD (environ 23 100 USD) en 2025, contre 7,4 % en 2020. Le revenu médian des ménages a atteint 12 446 SGD (environ 9 600 USD) par mois en 2025, en hausse réelle moyenne de +3,2 % par an depuis 2020. Rapporté à la taille moyenne des ménages (3,06 personnes), le revenu médian par personne a augmenté de 3,8% en termes réels depuis 2020, à 4 160 SGD en 2025. En parallèle, la part de diplômés de l'enseignement supérieur a continué d'augmenter : 65% des plus de 25 ans ont un diplôme de l'éducation supérieure (contre 58% en 2020). Sociétalement, le célibat parmi les moins de 40 ans a augmenté chez les hommes comme les femmes : en particulier chez les 25-29 ans, 86% des hommes et 73% des femmes se déclarent célibataires (contre 82% et 69% en 2020). Enfin, près d'un quart de la population âgée de plus de 15 ans indique ne pas avoir d'affiliation religieuse particulière, une tendance qui s'accroît également par rapport à la précédente enquête de 2020.

Vietnam

La Banque d'État du Viêt Nam veut renforcer sa capacité d'intervention.

La Banque d'État du Viêt Nam (SBV) a présenté un projet de décret visant à moderniser la gestion des réserves de change et à lui donner davantage de moyens pour intervenir dans un contexte de forte volatilité des marchés financiers internationaux. Le texte révisé notamment les règles relatives à la composition des réserves, aux principes d'investissement et aux outils d'intervention. Parmi les principales mesures figure l'intégration des droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international (FMI) aux réserves officielles,

afin d'aligner leur traitement comptable sur les pratiques internationales. Le projet autoriserait également le recours à des options sur devises et sur l'or, en complément des opérations d'achat, de vente et de swap déjà utilisées. Concrètement, ces contrats permettraient à la SBV de fixer à l'avance, avec des banques, un prix d'achat ou de vente de devises ou d'or, sans être obligée de réaliser immédiatement la transaction. La SBV disposerait ainsi d'un outil supplémentaire pour mieux gérer les risques liés aux fortes variations des taux de change et des prix de l'or. Le gouverneur de la SBV disposerait en outre d'une plus grande autonomie pour décider des interventions en fonction des conditions de marché. Pour rappel, les réserves de change du Vietnam s'élevaient à 87,6 Md USD au 18 juin 2026, (en comparaison du pic de 111,8 Md USD atteint en janvier 2022). A ce niveau, elles couvrent environ 2,3 mois d'importations de biens, sur la base des importations enregistrées en 2025, soit niveau en dessous du seuil recommandé par des institutions internationales.

Le gouvernement dévoile ses orientations pour atteindre une croissance à deux chiffres en 2026.

Le gouvernement vietnamien a adopté, le 27 juin, la Résolution 168/NQ-CP fixant un scénario de croissance ambitieux visant une progression du PIB d'au moins 10 % en 2026, ce qui suppose une croissance de 11,9 % au second semestre. Pour rappel, les prévisions du FMI et la Banque Mondiale établissent la croissance vietnamienne en 2026 entre 6,5 % et 6,8 %. Les autorités prévoient d'accélérer le décaissement des investissements publics, en donnant la priorité aux grandes infrastructures de transport, d'énergie et de numérique, tout en levant les obstacles administratifs qui freinent les projets d'investissement. Elles entendent également soutenir la consommation par le maintien de mesures de réduction de la TVA et de certaines taxes, notamment sur les carburants, et favoriser l'accès au crédit des entreprises et des ménages. La résolution met également l'accent sur l'essor des moteurs traditionnels de la croissance – industrie manufacturière, construction, tourisme et exportations – tout en demandant une accélération des investissements dans les secteurs stratégiques, notamment les semi-conducteurs, l'intelligence artificielle, les infrastructures numériques et la transition énergétique. Les entreprises publiques sont appelées à accroître leurs investissements afin de jouer un rôle d'entraînement dans l'économie.

Hanoï révisé sa stratégie financière à l'horizon 2030.

Le gouvernement vietnamien a adopté, le 23 juin, la Décision 119/QĐ-TTg, qui révisé la Stratégie financière à l'horizon 2030, approuvée en 2022, afin de l'aligner sur le nouvel objectif d'une croissance moyenne du PIB supérieure à 10 % par an sur la période 2026-2030. Par rapport à la stratégie initiale, les objectifs budgétaires sont relevés : le taux de mobilisation des recettes publiques est porté d'environ 16-17 % à 18 % du PIB, tandis que la part des recettes intérieures (impôts sur les revenus et sur les entreprises, TVA, taxes et redevances etc) dans les recettes budgétaires doit atteindre 87-

88 %, contre 86-87 % précédemment. Alors que la stratégie précédente se limitait à l'objectif qualitatif de réduire les dépenses courantes et d'accroître les ressources pour l'investissement public, la nouvelle stratégie fixe des cibles précises pour la période 2026-2030 : la part des dépenses d'investissement est portée à environ 40 % du budget de l'Etat, tandis que celle des dépenses courantes est ramenée à 51-52 %, contre environ 62-63 % et 28 % respectivement sur 2021-2025. La réforme renforce enfin les ambitions assignées aux entreprises publiques. Alors que la précédente stratégie de 2022 visait à faire entrer 25 entreprises publiques parmi les 500 plus grandes entreprises d'Asie du Sud-Est, le nouvel objectif est porté à 50 entreprises d'ici 2030. Le gouvernement souhaite également voir une à trois entreprises vietnamiennes intégrer le classement des 500 plus grandes entreprises mondiales, signe de sa volonté de faire émerger des champions nationaux capables de soutenir la compétitivité du pays à l'échelle internationale.

Le Vietnam multiplie les signaux d'ouverture aux investissements technologiques américains.

Dans un contexte de négociations commerciales encore ouvertes avec Washington, Hanoï multiplie les signaux en direction des investisseurs technologiques américains. Le 26 juin, la réception par le vice-premier ministre Ho Quoc Dung de Jeff Place, directeur de la supply chain de Coherent, en est un exemple : le groupe américain, spécialisé dans les composants optiques et les matériaux semi-conducteurs, a annoncé l'extension de ses capacités de production à Dong Nai et à VSIP 3 (Binh Duong). La conférence de promotion des investissements du 29 juin s'inscrit dans la même dynamique : présentée conjointement au plan directeur de la capitale à horizon cent ans, elle désigne la zone Hoa Lac-Son Tay-Xuan Mai comme futur pôle dédié à la haute technologie, aux semi-conducteurs et à l'IA. Ces investissements technologiques américains sont notables dans le contexte de l'ouverture d'une enquête de USTR (United State Representatives) en mai 2026 sur la propriété intellectuelle visant le Vietnam.

Thaïlande

Conclusion du chapitre entreprises d'État dans les négociations de l'ALE Thaïlande-UE

À l'issue du 9^e tour de négociations de l'accord de libre-échange (ALE) Thaïlande-UE tenu à Bruxelles le 25 juin 2026, les deux parties ont conclu le chapitre relatif aux entreprises d'État engagées dans des activités commerciales. Ces dernières devront dès l'implémentation de l'ALE opérer sur une base non discriminatoire et selon des critères commerciaux comparables au secteur privé, à l'exception des mesures de soutien en période de crise et des entités dont le chiffre d'affaires commercial annuel est inférieur à 200 M USD (6,5 Md THB). Ce chapitre porte à 12 le nombre de chapitres finalisés sur un total de 24, les deux parties visant une conclusion des négociations avant

la fin de 2026. Selon le bureau thaïlandais de la stratégie commerciale, l'UE est le 4^e partenaire commercial de la Thaïlande, les échanges bilatéraux ayant atteint 12,2 Md USD au 1^{er} trimestre 2026 (+13,6 % en glissement annuel).

Hausse de 2,1 % de la consommation primaire au T1 2026, portée par les produits pétroliers, l'électricité et le gaz naturel

Selon les données publiées par l'Office de politique et de planification énergétiques (EPPO), la consommation d'énergie primaire commerciale a progressé de 2,1 % au premier trimestre 2026 en glissement annuel, atteignant 2,08 M de barils équivalent pétrole par jour, en cohérence avec la croissance du PIB de +2,8 % enregistrée sur la même période par le Conseil national du développement économique et social (NESDC). Cette hausse est portée par les produits pétroliers raffinés (+4,9 %, tirés par le diesel, l'essence et le kérosène dans un contexte de reprise du trafic aérien de +7,4 %), l'électricité (+4,9 %, à 51 127 GWh) et le gaz naturel (+6,9 %, dont 61 % destiné à la production électrique). À l'inverse, la consommation de charbon recule de 7,4 % sous l'effet d'une baisse de l'utilisation par les petits producteurs d'électricité et les producteurs indépendants, et celle de lignite de 56,0 %, contribuant à une légère baisse des émissions de CO₂ énergétiques (-0,3 %, à 59,5 Mt).

La création d'entreprise devient entièrement dématérialisée à compter du 1er juillet 2026

Le département du Développement des entreprises (DBD) du ministère du Commerce a mis fin le 1^{er} juillet 2026 aux dépôts physiques pour l'enregistrement de nouvelles sociétés et sociétés en nom collectif, désormais traités exclusivement via le système en ligne « DBD Biz Regist ». La transition s'appuie sur une adoption déjà quasi-totale : en juin 2026, 95 % des 7 519 nouvelles immatriculations avaient été effectuées en ligne et 28 provinces enregistraient déjà 100 % de leurs dépôts par voie numérique. En parallèle, les 320 agences publiques précédemment destinataires de documents papier accèdent désormais aux données juridiques des entreprises en temps réel via deux plateformes électroniques dédiées. La mesure vise à réduire les délais et coûts d'implantation pour les entreprises, à éliminer les interactions discrétionnaires entre agents publics et opérateurs, et s'inscrit dans le programme de réforme réglementaire lié à l'adhésion à l'OCDE.

Philippines

Les Philippines accèdent à la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure

La Banque mondiale a reclassé les Philippines parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS), mettant fin à près de quarante ans passés dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Le RNB par habitant a atteint

4 850 USD en 2025, dépassant le seuil de 4 635 USD fixé pour cette catégorie. Cette progression reflète une croissance économique moyenne de 5,8 % au cours des cinq dernières années, portée par l'ensemble des secteurs de l'économie. Selon le DepDev, les performances économiques de 2025 ont entraîné une hausse de 8,5 % du RNB par habitant, illustrant la résilience de l'économie philippine malgré les chocs récents. Cette reclassification constitue un objectif majeur atteint par l'administration Marcos et devrait renforcer le profil de crédit du pays, soutenir la confiance des investisseurs et améliorer l'accès aux financements et la qualité des investissements. Dans la région, le Vietnam (4970 USD) a également rejoint l'Indonésie, la Thaïlande et la Malaisie parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

Le gouvernement philippin lancera dès le mois de juin 2027 un appel à projet pour la construction d'une nouvelle centrale nucléaire

Le ministère de l'énergie (DOE) a lancé une consultation publique sur un projet de décret visant à lancer un appel à projet pour l'attribution d'une 1^{ère} licence pour une centrale nucléaire avec un objectif de mise en œuvre échelonné entre 2038 et 2047. La procédure d'appel d'offres débutera six mois après l'entrée en vigueur du texte, avec un lancement de la procédure en juin 2027 pour une attribution avant la fin de l'année prochaine. Un comité dédié sera chargé de superviser la procédure et de déterminer les capacités à mettre aux enchères. Le calendrier de déploiement pourra être ajusté en fonction de l'évolution des besoins, tandis que la construction des centrales ne pourra débuter qu'après l'obtention de l'autorisation de la nouvelle autorité de régulation PhilAtom. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie nucléaire des Philippines, qui vise une capacité installée de 1 200 MW d'ici 2032 et de 4 800 MW d'ici 2050, notamment grâce au développement de petits réacteurs modulaires (SMR) voire à la réhabilitation de la centrale nucléaire de Bataan, construite dans les années 1970 mais jamais mise en service.

La Banque mondiale approuve un prêt de 1,02 Md USD dans le cadre du *Second Energy Transition and Climate Resilience Development Policy Financing*.

Ce programme d'appui budgétaire aux réformes de l'IBRD vise à accélérer le déploiement des énergies propres, renforcer le marché de l'électricité, et améliorer la gestion des ressources en eau. La réforme entend favoriser l'intégration des énergies renouvelables afin de réduire les coûts et la volatilité des prix de l'électricité. Elle s'inscrit dans l'objectif des autorités de porter la part des énergies renouvelables dans le mix électrique de 25 % en 2025 à 35 % d'ici 2030. Le programme prévoit notamment l'opérationnalisation du marché des énergies renouvelables, le déploiement des infrastructures de recharge pour véhicules électriques et le lancement d'enchères pour 3,3 GW de capacités de production éolienne. Dans le secteur de l'eau, le programme soutient la mise en place de réformes tarifaires et d'un cadre de financement unifié afin

d'améliorer la viabilité des opérateurs et de favoriser les investissements privés.

Cambodge

Resculpter le secteur de la pierre

Le ministre des mines et de l'énergie a annoncé de nouvelles conditions pour l'octroi des permis d'exploitation de carrières de pierre. Aucune licence ne sera désormais délivrée si le projet d'exploitation implique des pierres déjà extraites en abondance au Cambodge et si l'entreprise qui en fait la demande n'utilise pas suffisamment les licences qu'elle détient déjà. L'objectif est de limiter la production d'un secteur saturé d'exploitants. Le Cambodge compte en effet 68 entreprises – pour la plupart des coentreprises – qui ont produit 1,1 Mt de blocs de pierre en 2025. Le pays exporte 90 % de sa production. En 2025, ces exportations ont représenté 66,7 M USD, dont 89 % étaient à destination de la Chine. Problème : seulement 36 % de la production est transformée en produit fini. Le ministre a affirmé que d'autres mesures seront prises pour inciter à l'accroissement de la valeur ajoutée de ces produits : diversification des types de pierres extraites, formation de personnels, coopération avec l'artisanat local de la sculpture de pierre...

Un financement vert plus accessible

« Plus d'aides pour le financement vert ». C'est le message envoyé par l'association cambodgienne de microfinance (CMA) et la banque publique pour le développement agricole (ARDB). Elles se sont engagées à soutenir les PME et le secteur agricole dans cette transition verte à travers plusieurs leviers : création de produits financiers verts, mise en place de lignes de crédit à taux préférentiel, et soutien à l'adoption des énergies renouvelables dans l'agriculture. Cette démarche doit faciliter la transition verte auprès de ces deux piliers de l'économie cambodgienne. Les PME représentent 63 % du PIB et 99,7 % des entreprises. Quant à l'agriculture, elle compte pour 16 % du PIB et 33 % des emplois. Ce dernier est aussi le deuxième secteur contributeur aux émissions de gaz à effet de serre. Mais pour que cette action soit plus efficace, ces engagements doivent être étendus à l'ensemble du secteur bancaire. En effet, le rôle de l'ARDB ne se limite encore qu'au secteur agricole, où elle n'est que le quatrième prêteur du secteur (10,5 % des prêts agricoles en 2025).

178 M USD pour renforcer son réseau électrique

Deux bailleurs internationaux viennent de confirmer un financement de 178 M USD – sous forme de prêts et de dons – dans le secteur de l'énergie. D'une part, la BAD a approuvé le financement d'un système de stockage d'énergie par batterie (BESS). D'un coût de 63 M USD pour une capacité installée de 250 MW, il permettra un stockage équivalent à 2 heures d'autonomie à pleine puissance. D'autre part, l'AID (Banque mondiale), a confirmé un financement de 115 M USD visant à renforcer le réseau électrique national. Ces financements doivent aider le gouvernement à répondre à trois objectifs : satisfaire

une demande nationale qui pourrait quadrupler d'ici 2030 ; atteindre 70 % des capacités installées d'origine renouvelables d'ici 2030 (60 % en 2025) pour accélérer la transition énergétique ; et réduire la dépendance du pays vis-à-vis des importations (18 % de sa consommation électrique en 2025). Depuis 2015, le Cambodge a bénéficié de financements de bailleurs internationaux s'élevant à au moins 1,4 Md USD dans le secteur de l'énergie.

Laos

Les exportations agricoles atteignent 752 M USD sur les cinq premiers mois de 2026

Le ministère de l'Agriculture et de l'Environnement du Laos a annoncé que les exportations de produits agricoles ont atteint 752 M USD entre janvier et mai 2026, soit 62,6 % de l'objectif annuel. En mai, les exportations transitant par le premier pont de l'amitié entre le Laos et la Thaïlande se sont élevées à 6,4 M USD, illustrant le rôle de cette infrastructure dans le commerce agricole régional. Les principales exportations concernent les bananes, le manioc séché, la farine de manioc, les pastèques et le café. Les exportations de bétail et de produits d'élevage se sont élevées à 81,2 M USD, tandis que celles de bois et de produits forestiers ont atteint 158,6 M USD. Les autorités indiquent avoir obtenu l'ouverture de 84 nouvelles lignes de produits agricoles et d'élevage sur les marchés des pays voisins et poursuivent la modernisation des pratiques agricoles ainsi que la mise en place d'un système numérique de gestion des autorisations d'importation et d'exportation afin de soutenir la sécurité alimentaire et les exportations.

Le gouvernement renforce sa coopération avec le Japon pour attirer les investissements

Le gouvernement lao a réaffirmé sa volonté de renforcer sa coopération avec Japan External Trade Organization afin d'accroître les investissements japonais et de développer les échanges économiques bilatéraux. Lors d'une rencontre avec une délégation de JETRO, le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Thongsavanh Phomvihane, a confirmé le soutien des autorités à de nouveaux projets d'investissement. Depuis 1989, le Japon a investi plus de 157 M USD dans 93 projets au Laos, tandis que 61 entreprises japonaises se sont engagées à investir 185 M USD supplémentaires dans les zones économiques spéciales. L'agriculture demeure le premier secteur bénéficiaire des investissements japonais (59 M USD), devant l'industrie, la transformation du bois et les services. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du renforcement du partenariat économique entre les deux pays à l'occasion du 71^e anniversaire de leurs relations diplomatiques.

Timor-Leste

Singapour renforce son partenariat avec le Timor-Leste et ouvre son marché du travail

En visite officielle au Timor-Leste, le Premier ministre singapourien Lawrence Wong a annoncé un renforcement de la coopération bilatérale, marqué notamment par l'ouverture, à partir du second semestre 2027, de plusieurs secteurs de l'économie singapourienne aux travailleurs timorais titulaires d'un permis de travail. Singapour entend également accroître son soutien à l'intégration du Timor-Leste au sein de l'Association of Southeast Asian Nations. Ainsi Singapour l'accompagnera dans la préparation de sa présidence de l'ASEAN en 2029 à travers des formations destinées aux fonctionnaires timorais. Les deux pays ont par ailleurs signé un mémorandum d'entente instituant un mécanisme de consultations bilatérales régulières et ont annoncé un partenariat dans le domaine de la santé, portant sur la formation des personnels médicaux et le renforcement du système de santé timorais jusqu'en 2031. Cette visite, première d'un chef de gouvernement singapourien dans le pays, vise également à favoriser les investissements singapouriens, notamment dans les infrastructures, les énergies renouvelables et l'économie bleue.

Birmanie

Nouveau repli du secteur manufacturier en juin

L'indice PMI manufacturier de S&P s'établit à 47,4 en juin 2026, après 49,3 en mai, marquant une détérioration des conditions de production pour le deuxième mois consécutif. En cause, un repli accru de la production (le plus rapide en 14 mois) et des nouvelles commandes, entraînant également une baisse des achats. Par ailleurs, les chaînes d'approvisionnement demeurent sous pression, avec une nette détérioration des performances des fournisseurs, sur fond de pénurie d'intrants et de difficultés logistiques, qui accroissent les délais d'approvisionnement. L'emploi manufacturier est cependant toujours en hausse. Enfin, les industriels sont globalement neutres dans leur prévision de production sur l'année, avec un indice de perspectives de production à 50,0.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr